

Le ministère cubain des affaires étrangères rejette la prolongation du décret américain contre le Venezuela



La Havane, 6 mars (RHC) Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez, a rejeté mercredi la prorogation du Décret exécutif utilisé par le gouvernement américain depuis 2015 pour justifier son agression soutenue contre le Venezuela.

Par le biais de son profil sur le réseau social X, le ministre des Affaires étrangères a déclaré qu'une telle disposition a servi à appliquer des mesures coercitives unilatérales à la nation sud-américaine sous le prétexte infondé d'être une menace à la sécurité nationale et à la politique étrangère des États-Unis.

Aujourd'hui, le ministère vénézuélien des affaires étrangères a rejeté l'extension du décret de la Maison Blanche et a assuré que le peuple vénézuélien ne céderait pas aux pressions de Washington.

Il a souligné que les États-Unis sont aujourd'hui les otages de leurs propres politiques d'agression.

"On ne peut rien attendre d'autre d'un gouvernement qui normalise et banalise le génocide contre le peuple palestinien ou qui est indifférent à la perte progressive des droits civiques de ses minorités", a-t-il déclaré.

Le président américain Barack Obama (2009-2017) a signé le décret 13692 déclarant que le Venezuela constituait une "menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère" des États-Unis.

Cette décision a jeté les bases juridiques, politiques et administratives de l'imposition de mesures coercitives unilatérales à l'encontre de Caracas (Source : Prensa Latina).

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/349094-le-ministere-cubain-des-affaires-etrangeres-rejette-la-prolongation-du-decret-americain-contre-le-venezuela>



Radio Habana Cuba